NEWS > Energy and Climate

Ursula von der Leyen remet l'enjeu du nucléaire sur la table pour renforcer l'autonomie énergétique européenne

SHARE

POLITICOPRO Free article for BWS readers only Publié le 08/11/2026



Ursula von der Leyen (à droite) et son chef de cabinet, Björn Seibert (à gauche)

La consultation sur la réforme de la gouvernance énergétique n'a pas fait dévier la Commission de sa trajectoire. Dans un entretien accordé à POLITICO, Ursula von der Leyen et son chef de cabinet, Björn Seibert, assument un virage stratégique : face aux crises géopolitiques, l'autonomie énergétique devient une priorité aussi importante que les objectifs climatiques. Avec une conséquence majeure : le retour du nucléaire comme enjeu central du débat européen.

BRUXELLES - Alors que la proposition du nouveau règlement sur la gouvernance de l'Union de l'énergie vient de sortir, la consultation n'a pas poussée la Commission à changer de cap. Selon Ursula von der Leyen et son chef de cabinet, elle a surtout confirmé une conviction déjà installée à Bruxelles : la politique énergétique européenne doit désormais répondre autant aux impératifs géopolitiques qu'aux objectifs climatiques.

Face à la guerre en Ukraine, aux tensions persistantes au Moyen-Orient et aux vulnérabilités révélées par les crises énergétiques successives, la Commission présente désormais la transition énergétique comme un instrument de résilience géopolitique et d'autonomie stratégique.

Une consultation qui n'a pas changé le cap

Pour la présidente comme pour son chef de cabinet, la consultation n'a pas provoqué de bouleversements. « Il n'y a pas énormément de choses qui nous ont étonnés », résume Ursula von der Leyen. La consultation n'a fait que confirmer une orientation déjà présente à Bruxelles : renforcer l'autonomie stratégique européenne.

Björn Seibert insiste d'ailleurs sur le choix de vocabulaire : « on n'utiliserait pas le terme souveraineté, on parle vraiment d'autonomie », explique-t-il. Une nuance destinée à rassurer les Etats plus attachés à leurs prérogatives nationales, tout en justifiant une intervention européenne plus forte.

La sécurité d'approvisionnement pèse donc désormais autant que le climat, ce qui explique l'un des choix les plus sensibles de la réforme : la place accordée au nucléaire. Pour autant, le climat reste un objectif. Le texte demeure aligné sur l'Accord de Paris, avec une baisse de 90% des émissions en 2040 et la neutralité carbone en 2050.

Related Tags

Energy Climate Governance EU transition Competitiveness

Related countries

France Germany Hungary Austria Finland EU

Latest News

Ukraine allies to Trump: Yes to freezing the line, no to changing borders 1 HR AGO

Far right hits Macron's government for Louvre heist as blame game begins 18 HRS AGO

Europe urgently needs the next generation of farmers 1 DAY AGO

UK 'deeply concerned' about Gaza clashes in spite of Trump's peace deal 1 DAY AGO

READ ALL UPDATES

Le vrai virage : le nucléaire comme « pilier stable » ?

S'il y a bien un sujet qui a nécessité des arbitrages, c'est celui-là. « Le nucléaire, c'est là où il y a quelque chose qui peut être un peu cristallisé » reconnaît la présidente. Pour autant, « on sent que les États membres, et les acteurs de l'Europe en général, sont prêts à ce qu'on puisse avoir cette bascule et cette décision stratégique d'aller vers plus de nucléaire ».

La Commission ne le présente pas comme une alternative aux renouvelables, mais comme un complément. Pour Ursula von der Leyen, il constitue un « pilier stable » permettant de garantir une production électrique décarbonée.

La proposition prévoit qu'une partie limitée de la production nucléaire, à hauteur de 12%, puisse être prise en compte comme contribution équivalente aux objectifs renouvelables. Ce que Björn Seibert défend comme un moteur de la décarbonation : « c'est un objectif qui va permettre la transition vers la neutralité carbone. Il faut voir ça comme un seuil qui va tendre à cet objectif de neutralité ».

Derrière un mécanisme technique se dessine un choix politique : celui de présenter explicitement le nucléaire comme un outil de la transition énergétique. Ce choix risque toutefois de ne pas faire l'unanimité. Si la Commission présente l'atome comme un outil pragmatique de décarbonation, une partie des stakeholders - notamment CAN Europe ou Greenpeace - contestent son assimilation aux solutions censées permettre d'atteindre les objectifs renouvelables.

Les prochaines batailles se joueront sur le nucléaire et le contrôle des Etats

La négociation pourrait moins porter sur les objectifs climatiques eux-mêmes que sur les moyens de les imposer. Les plans nationaux énergie-climat (PNEC), « mesure phare » de la proposition selon la présidente, pourraient concentrer une partie des résistances au Parlement et au Conseil. « Chacun va potentiellement vouloir modifier les seuils, modifier les objectifs, modifier les délais », anticipe Björn Seibert.

La Commission reconnaît avoir dû se prononcer : « on a dû faire un arbitrage, tout en laissant la souveraineté à chaque État membre », explique Ursula von der Leyen.

Bruxelles affirme ne pas vouloir imposer des normes ou de règles qui viendraient affaiblir la compétitivité européenne. Interrogé sur la nécessité de mettre en place des contraintes plus fortes pour tenir des objectifs climatiques ambitieux, Björn Seibert affirme que ces ambitions se traduisent aussi par le droit : « si on a des objectifs et qu'on les écrit dans des règlements, ça veut dire qu'on les frappe dans le marbre et qu'on espère que tous les Etats vont suivre ».

Quant aux négociations à venir, la présidence affiche sa sérénité en invoquant la « culture du compromis » européenne : « je pense que personne n'aura l'ambition de dénaturer ce texte, qui est déjà ambitieux, de toutes ses volontés (…). J'ai une absolue confiance dans notre union pour atteindre tous les objectifs que nous nous fixons » assure Ursula von der Leyen.

Derrière cette réforme se dessine donc une évolution plus large de la doctrine énergétique européenne. Sans renoncer à ses objectifs climatiques, Bruxelles présente désormais la transition énergétique comme un instrument favorisant une autonomie stratégique.

Les négociations qui s'ouvrent dévoileront jusqu'où les Etats membres sont prêts à suivre la Commission dans cette nouvelle lecture de la politique énergétique européenne.

Emma Cézard
Avec la collaboration de Lucile Binick et Charlotte Bernier

Related Tags
Energy Climate Governance EU transition Competitiveness

Related countries
France Germany Hungary Austria Finland EU

Latest News
Ukraine allies to Trump: Yes to freezing the line, no to changing borders 1 HR AGO
Far right hits Macron's government for Louvre heist as blame game begins 18 HRS AGO
Europe urgently needs the next generation of farmers 1 DAY AGO
UK 'deeply concerned' about Gaza clashes in spite of Trump's peace deal 1 DAY AGO
READ ALL UPDATES